

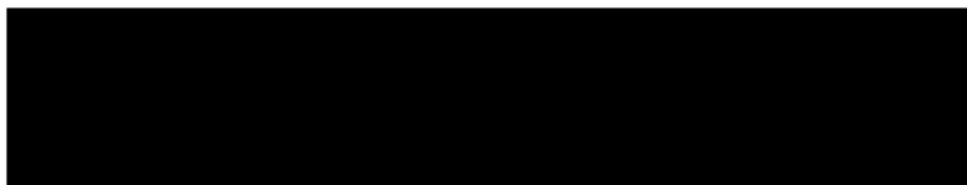


Paris La Défense, le 11 juillet 2019

Consultation publique de la CRE n°2019-011 du 23 mai 2019 relative à la structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité « TURPE 6 »

Réponse conjointe de la CFDT d'ENEDIS et de RTE et des administrateurs salariés d'ENEDIS et de RTE parrainés par la CFDT

Interlocuteurs :



Préambule :

La CFDT souhaite tout d'abord souligner la grande qualité du travail de la CRE et de ses agents ainsi que l'indépendance dont elle témoigne.

Nous souhaitons également insister sur le rôle central du régulateur pour la réussite de la transition énergétique, la lutte contre le changement climatique et la défense des consommateurs auxquels la CFDT est également très attachée.

La CFDT plaide pour un accroissement des relations entre la CRE et les corps intermédiaires, notamment les organisations syndicales qui représentent les salariés du secteur de l'énergie, mais aussi l'ensemble des salariés tous secteurs confondus. Car la transition énergétique, si urgente, ne pourra se faire qu'avec l'ensemble des parties prenantes et en tenant compte des aspirations de la société.

Plus spécifiquement, la CFDT souligne la responsabilité qui pèse sur la CRE eu égard aux prérogatives qu'elle exerce.

Les réseaux publics d'électricité sont des biens communs en France. Les tarifs d'accès à ces réseaux doivent donc respecter l'intérêt général et le principe d'équité. En particulier, la structure tarifaire doit permettre d'éviter que les plus modestes paient pour les plus riches.

Les nouveaux usages de l'électricité réinterrogent les équilibres passés : autoconsommation, véhicules électriques, effacements de production et de consommation, stockage, etc.

A ce titre, la CFDT considère que la notion de « péréquation tarifaire » constitue une « boussole » afin de trouver de nouveaux équilibres durables et souhaitables. Les paramètres qui fixent les parts « puissance » et « énergie » dans la composante de soutirage du tarif peuvent notablement influencer sur la répartition des charges entre les utilisateurs. La CFDT aurait souhaité que ce sujet soit traité dès cette première consultation, sans attendre celle de fin d'année.

Réponse aux questions :

Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

La CFDT est tout à fait favorable aux principes identifiés par la CRE. Elle met toutefois en garde contre de possibles dévoiements du principe d'efficacité. Ainsi en va-t-il de certains discours sur l'autoconsommation qui présument à l'avance que ce nouvel usage sera systématiquement utile et efficace pour réduire les investissements sur les réseaux. Or il n'en est rien puisque l'autoconsommation peut conduire à renforcer le réseau pour gérer des contraintes de transit à l'injection ou des contraintes de « tensions hautes ». Des exigences techniques normatives devront donc accompagner le tarif pour assurer une telle efficacité.

Question 2 : Partagez-vous les enjeux liés à la tarification au coût marginal, à la tarification de l'injection et à la généralisation des tarifs horo-saisonnalisés, identifiés par la CRE pour l'élaboration de la structure du TURPE ?

La CFDT partage avec la CRE les enjeux liés à la généralisation des tarifs horo-saisonnalisés, sous réserve que cette extension soit accompagnée d'une aide aux utilisateurs les moins « avertis » afin d'éviter qu'ils ne supportent des factures trop lourdes par manque de connaissance. Nous proposons qu'un « service public des données » soit mis en place afin de protéger ces utilisateurs (cf questions n°7 à 10).

La CFDT s'interroge sur les risques qui pourraient peser sur la péréquation tarifaire de l'acheminement, du fait d'une approche « géoréférencée » des ouvrages électriques (cf chapitre 2.2). Il en va de même pour la tarification marginale et les évolutions envisagées pour la tarification à l'injection dont les conséquences ne sont pas aisées à saisir. La CFDT demande un éclairage de la CRE sur ces sujets.

Question 3 : Etes-vous favorable au maintien du découpage du TURPE en différentes composantes (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?

La CFDT juge que la tarification par composantes va clairement dans le sens d'une meilleure compréhension des prix.

Question 4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'augmentation du niveau de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de transport, et le maintien du niveau général de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de distribution hors cas particulier de la composante de gestion payée par les autoproducteurs ?

Pour la CFDT, la distribution de l'électricité impose des coûts de gestion avec très probablement une déclinaison entre le coût induit par la mise à disposition du point de livraison et les coûts de gestion « au fil de l'eau ». Une telle approche doit pouvoir apporter une réponse à la problématique soulevée vis-à-vis des autoproducteurs par une réponse globale.

Question 5 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle, en distribution, les évolutions des technologies de comptage nécessitent une baisse du niveau de la composante de comptage ?

La CFDT souligne le fait que la CRE a pris l'habitude d'attendre de disposer d'éléments concrets et chiffrés pour valider une évolution du TURPE. Il est donc souhaitable de programmer une évolution de la composante de comptage en phase avec l'industrialisation de la chaîne de relève avec Linky.

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas modifier la forme générale des grilles ?

La CFDT est favorable à cette proposition de la CRE. En effet, nous avons déjà dit par le passé notre attente d'un TURPE lisible et global – compris par tous et applicable pour tous (sans de multiples cas particuliers)

Question 7 : Êtes-vous favorable au principe d'une généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles ?

Question 8 : Quel devrait selon vous en être le calendrier de la généralisation des options à 4 plages temporelles ?

Question 9 : Que pensez-vous des modalités de transition envisagées par la CRE ?

Question 10 : Selon vous, comment devrait être traité le cas des utilisateurs ne disposant pas d'un compteur évolué à l'horizon TURPE 7 ?

Réponses aux questions n°7 à 10 :

La CFDT est favorable à la généralisation des options tarifaires tenant compte des périodes les plus tendues pour le système électrique, qui va dans le sens d'une plus grande simplicité. Cette potentielle refonte doit être accompagnée évidemment (consultation à venir) d'un rééquilibrage entre part Energie et part Puissance.

De plus, il est nécessaire de s'assurer dans le même temps que certaines personnes ne subissent pas des factures trop élevées par ignorance. Soit parce qu'elles ne sont pas aguerries aux nouvelles technologies, soit tout simplement parce qu'elles ne s'apercevraient pas que leur facture pourrait être réduite si elles changeaient de comportement.

C'est pourquoi la CFDT propose, comme elle l'a fait lors de la consultation publique pour la PPE, qu'un service public de base puisse être opéré par les gestionnaires de distribution d'électricité. Ce service, de qualité, minimal et obligatoire serait inclus dans les charges à couvrir par le TURPE. Il s'appuierait sur le traitement des données des clients et proposerait de manière très pédagogique une optimisation et une sensibilisation aux comportements permettant de réduire la facture. Rien n'empêcherait par ailleurs les acteurs privés de proposer des services complémentaires aux clients qui le souhaiteraient en exploitant leurs données de consommation.

Pour ceux qui n'auront pas de compteur communicant indépendamment de leur volonté, la CFDT soutient la mesure proposée par la CRE, à savoir une relève à la charge du distributeur, prise en charge dans le TURPE si la situation n'est pas du fait de ce dernier.

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'introduction de dénivelés de puissance en basse tension ≤ 36 kVA, et selon quelles modalités ? Si vous êtes fournisseur, envisageriez-vous d'utiliser ces dénivelés dans la construction de vos offres tarifaires ?

La CFDT suggère que l'introduction de la notion de dénivelé de puissance en ≤ 36 kVA peut trouver son sens notamment avec le développement du véhicule électrique.

Ces dispositions existent pour les contrats >36 kVA et permettent d'en déduire quelques points d'attention. Les règles de dénivelé ne doivent pas permettre des effets d'aubaine au détriment du système électrique. L'objectif reste d'orienter les consommations vers des périodes de type Heures Creuses. Il faut ensuite calibrer les incitations tarifaires. Nous recommandons un travail approfondi pour cette évolution avant toute mise en œuvre.

Question 16 : Etes-vous favorable à une expérimentation portant sur le regroupement de points de livraison en basse tension pour faciliter le déploiement du véhicule électrique dans l'habitat collectif ?

La CFDT est favorable à ce type d'expérimentation mais en la contenant strictement à des situations clairement identifiées telles que celle précisée dans la question.

Question 18 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la nécessité de s'interroger à nouveau sur l'opportunité d'une tarification de l'injection ?

Question 19 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection, centré en zéro, reflétant les effets positifs et négatifs induits par les injections sur les coûts d'infrastructure de réseaux ?

Question 20 : Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement pour les producteurs raccordés aux domaines de tension HTB reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Question 21 : Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement pour les producteurs raccordés au domaine de tension HTA reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Question 22 : Que pensez-vous de la possibilité de faire porter aux producteurs une partie du coût de constitution des réserves au travers du tarif d'injection si cela permet d'en réduire le coût global ? Le cas échéant, que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE vis-à-vis de la prise en compte de ce coût dans le tarif d'injection ?

Réponses aux questions n°18 à 22 :

La CFDT redoute que la tarification nodale remette en cause la péréquation des tarifs d'acheminement. Par ailleurs, elle s'interroge sur les effets que pourrait avoir une telle tarification sur l'aménagement du territoire. Une telle tarification ne risque-t-elle pas d'avoir un effet concentrateur des sites de production là où le tarif est le moins cher sans tenir compte d'autres aspects pour un aménagement équilibré du territoire ?

Pour autant la CFDT s'accorde sur le fait qu'un producteur qui génère un surcoût par son choix d'emplacement ou du moment où il produit devrait supporter tout ou partie de ce surcoût. C'est le cas notamment des raccordements au réseau de distribution de moyens de production décentralisés.

Certaines craintes exprimées ici sont peut-être surévaluées ou sans objet. C'est pourquoi la CFDT souhaiterait obtenir un éclairage de la CRE sur ce point.